

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
31776 Colomiers

Colomiers, le 10/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TotalEnergies Marketing France**

5 chemin du champ du Bousquet  
31150 Lespinasse

Références : 2024/556  
Code AIOT : 0006802430

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du projet de la société TOTALÉnergies MARKETING FRANCE, de remplacement des émulseurs, ayant vocation à être déployé aux échelles nationale et européenne en cas de succès.

Au regard des règlements européens délégués 2020/784 du 08 avril 2020 et 2021/1297 du 04 août 2021 relatifs à certains polluants organiques persistants, et de l'échéance imposée par ces 2 règlements délégués au 05 juillet 2025, TotalEnergies MARKETING FRANCE a effectué des analyses sur la teneur en éléments fluorés dans ses émulseurs. Ces résultats ont permis de détecter la présence d'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) et d'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS). Le remplacement des émulseurs fluorés vers des émulseurs sans fluor est donc nécessaire avant juillet

2025, conformément aux règlements susmentionnés.

Ce remplacement nécessite une période de travaux pendant laquelle les moyens de défense contre l'incendie - objet de la visite, seront modifiés temporairement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lespinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	prescriptions particulières	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	FORMATION DU PERSONNEL	Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.1.3	Sans objet
2	moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.4.2	Sans objet
6	MESURES DE SECURITE	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 8.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	COMPLEMENT AIRES		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité technique n'a été relevée au cours de cette visite d'inspection. L'inspection demande des justificatifs complémentaires concernant certaines prescriptions afin de justifier et confirmer les observations effectuées lors de la visite de terrain (niveau suffisant des bassins incendie, compte rendu des essais de débits).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : FORMATION DU PERSONNEL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel, plus particulièrement de celui affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le plan de formation pour l'année 2024. Tout nouvel employé suit un parcours de formation complet sur ses trois premières années d'exercice. Par la suite, des formations et des rappels sont organisés chaque année : formation au risque feu tous les 2 ans, formation gestion du risque (formation d'habilitation pour l'astreinte).  Les agents sont également formés à la première urgence dans le cadre du plan d'opération interne (POI).  Suite à la visite terrain, l'inspection a consulté le tableau de suivi de formation du personnel pour l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : moyens de secours et d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PLAN D'OPERATION INTERNE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne régulièrement mis à jour, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis au Service Départemental d'incendie et de Secours, à la Direction Départementale de la Protection Civile et

à l'Inspection des Installations Classées.

En cas d'accident, l'exploitant doit assurer à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au Plan d'Opération Interne et au Plan Particulier d'intervention en application des articles 2.5.2 et 3.2.2 de l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident. Ce document doit notamment comporter:

- les fiches de données de sécurité des divers produits manipulés, régulièrement tenues à jour et conformes à la réglementation.
- Les courbes de montée en puissance permettant de définir chronologiquement les différents schémas d'attaque des feux pour le scénario d'incendie majorant susceptible de se produire sur le site. Ces courbes doivent tenir compte des moyens disponibles tant interne qu'externe au dépôt.

L'exploitant doit organiser au moins une fois par an des exercices de simulation d'accident permettant l'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'interventions affectés à leur unité. Un compte rendu écrit de ces exercices sera établi et transmis à l'inspecteur des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant présente la dernière version de son plan d'opération interne (POI), datant du 1<sup>er</sup> décembre 2023. Une mise à jour est prévue en septembre 2024, pour actualiser notamment les contacts.

L'inspection interroge l'exploitant sur le scénario majorant, dimensionnant les moyens de lutte contre l'incendie du site. L'inspection consulte les fiches de données de sécurité et les courbes de montées en puissance définissant les schémas d'attaque des feux pour le scénario majorant, inclus dans le POI.

L'exploitant ajoute qu'un scénario du POI est joué tous les mois et fait l'objet d'un compte rendu, l'objectif étant de tester chaque scénario au moins une fois par an afin de vérifier le bon fonctionnement de l'automate de défense contre l'incendie.

L'inspection a consulté le dernier compte rendu d'exercice POI datant du 24 juillet 2024.

L'exploitant précise qu'un exercice POI est organisé annuellement en lien avec le SDIS, le dernier a été organisé à l'occasion de l'exercice PPI en décembre 2023.

Pendant la période de rédaction du présent rapport, l'exploitant a transmis à l'inspection la mise à jour des chapitres du POI (recensement des moyens, scénarios étudiés) potentiellement modifiés par la phase transitoire dans le cadre du projet de changement d'émulseurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</li></ul> Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none"><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li></ul> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li></ul>
<b>Constats :</b>  La version du POI de 2023 présentée à l'inspection intègre la prestation d'un bureau d'étude spécialisé dans l'environnement et la dépollution, prévoyant une intervention dans les meilleurs délais (en moins de 4 heures selon l'exploitant), suivant le début du sinistre afin d'effectuer les prélèvements nécessaires selon le type d'incident.  Les fiches réflexes dédiées comprennent, notamment, selon le type de sinistre (incendie ou fuite/épandage) : <ul style="list-style-type: none"><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>- l'organisme habilité à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li></ul> La dernière fiche réflexe du POI présente les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection demande la transmission du contrat avec la société spécialisée en dépollution en charge de l'astreinte environnementale, indiquée dans le POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : moyens de secours et d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1998, article 6.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RESEAU D'EAU ET DE MOUSSE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de réseaux fixes d'incendie (eau d'extinction, eau de protection, solution moussante) qui doivent être maillés et sectionnables sans qu'il n'existe de bras mort de plus de 50 mètres.</p> <p>Le débit et la pression d'eau des réseaux fixes d'incendie sont assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement.</p> <p>Les sections des canalisations des réseaux incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le raccordement des différentes branches et notamment le point de divergence en sortie de pomperie doit être protégé contre les effets d'accidents prévisibles.</p> <p>Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent les réseaux sont incongelables et munis de raccord normalisés de diamètre 100 mm; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.</p> <p>Les réseaux sont équipés de raccords normalisés permettant son alimentation par des moyens mobiles tels que moto-pompes. L'implantation de ces raccords sont définis en liaison avec le SDIS. L'installation fixe de pré-mélange sera aménagée ou équipée de façon à pouvoir être réalimentée facilement en émulseur à partir d'une citerne routière ou de containers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, les débits d'eau disponibles dans les réseaux sont assurés avec les essais du SDIS, compte tenu qu'aucune fréquence réglementaire n'est imposée. La dernière campagne d'essais de débits a été réalisée du 13 au 18 mai 2019 à l'occasion d'une opération de rééquilibrage du réseau. Aucune opération n'a nécessité de nouveaux essais du SDIS depuis cette date.</p> <p>L'inspection rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer de la disponibilité des débits délivrés par les moyens incendie du site.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs que le groupe motopompe est testé tous les 15 jours. L'inspection des installations classées a consulté la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) de l'exploitant, logiciel sur lequel est référencé les essais réalisés et à venir. Le dernier test du groupe motopompe a été réalisé le 28 juillet 2024, le prochain est planifié pour le 12 août 2024. Un contrat de maintenance préventif comprenant des essais à pleine puissance est réalisé 2 fois par an.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de:
<ul style="list-style-type: none"> <li>transmettre le dernier compte rendu de la campagne d'essais des débits réalisée par le SDIS du 13 au 18 mai 2019;</li> <li>préciser la procédure ou les spécificités du site permettant de justifier qu'il n'y a pas de baisse du débit disponible depuis 2019.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : prescriptions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves d'eau incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose des réserves incendie suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un bassin de 3300 m<sup>3</sup> équipé de dispositifs permettant la mise en place d'équipement mobile de pompage;</li> <li>un bassin de 700 m<sup>3</sup></li> <li>d'un ou plusieurs bacs à eau, la capacité exploitable totale minimum est de 1 270 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Le volume minimal d'eau présent à tout instant sur le site doit permettre de couvrir l'ensemble des scénarios identifiés dans le POI, sans être inférieur à 2500 m<sup>3</sup>.</p> <p>Tout raccordement direct entre une réserve incendie et une canalisation de collecte des eaux pluviales ou la nappe phréatique est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>- Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence des deux bassins de réserves incendie.</p> <p>Le plus grand des deux bassins permet la mise en place d'équipement mobile de pompage, mais semble manquer légèrement d'eau d'après une marque visuelle laissée par un précédent niveau d'eau, environ 5 cm au-dessus du niveau d'eau visible le jour de l'inspection.</p> <p>Les bassins ne disposent pas de moyen permettant de mesurer le niveau d'eau effectivement présent. L'exploitant explique que ces réserves incendie sont remplies au maximum, mais n'a pas été en mesure de justifier le volume d'eau présent dans ces deux réserves le jour de la visite.</p> <p>- L'installation possède un bac à eau d'un volume de 1 270 m<sup>3</sup>. Une réglette graduée permet de connaître la hauteur d'eau présente dans le bac à tout instant. Celle-ci possède deux repères de niveau haut et bas, une alerte est déclenchée à l'atteinte du niveau bas correspondant à une hauteur d'eau de 11,5 mètres.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume d'eau présent dans le bac le jour de la visite, celui-ci ne disposant pas de dispositif de conversion entre la hauteur d'eau et le volume correspondant.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de justifier qu'un volume d'eau suffisant est disponible dans chaque réserve incendie (bassin et bac d'eau), en accord avec la prescription ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : MESURES DE SECURITE COMPLEMENTAIRES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction des scénarii d'incendie de référence
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant, conformément à la stratégie incendie qu'il a défini, équipe les cuvettes de rétention du site de moyens fixes permettant l'extinction directe d'un éventuel incendie.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a élaboré une stratégie de défense contre l'incendie en 2015, afin de devenir autonome vis-à-vis du recours aux services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>L'avis favorable du SDIS du 04/05/2018 concernant le permis de construire du bac à eau, ainsi que l'intégration du bac et de la stratégie de défense contre l'incendie dans le POI, sont présentés à l'inspection.</p> <p>L'inspection constate la prise en compte effective de ces modifications dans la version du POI présentée le jour de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite